



COMMUNIQUÉ
Paris, le 31/08/2026

CRISE CARBURANTS : « LES AIDES SONT UN PANSEMENT, MAIS LE PROBLÈME RESTE ENTIER », ALERTE « 40 MILLIONS D'AUTOMOBILISTES ».

Alors que les prix des carburants dépassent à nouveau les 2 euros le litre et que la hausse pèse lourdement sur le budget des Français à l'approche de la rentrée, le Gouvernement annonce que les aides destinées aux entreprises et aux travailleurs les plus exposés ne seront finalement pas suspendues. Pour « 40 millions d'automobilistes », cette décision va dans le bon sens, mais elle ne répond pas à l'ampleur du problème : les carburants augmentent pour tous les Français, pas uniquement pour les « grands rouleurs ».

À quelques mois de l'élection présidentielle, la question du prix à la pompe pourrait bien devenir l'un des sujets majeurs de préoccupation des Français. Pour l'association, la prochaine échéance électorale se jouera aussi sur la capacité des candidats à proposer une véritable baisse de la fiscalité sur les carburants.

Les aides prolongées : une bonne nouvelle, mais pas une solution

Ce lundi 31 août, alors que les dispositifs d'aide aux travailleurs « grands rouleurs » devaient prendre fin, Maud Bregeon, porte-parole du Gouvernement, a confirmé sur BFMTV/RMC que les aides destinées aux entreprises en difficulté « ne seront pas suspendues ». Le Gouvernement souhaite ainsi poursuivre les aides sectorielles, notamment pour les pêcheurs, les agriculteurs ou encore les professionnels du transport, et poursuivre les discussions avec les secteurs les plus touchés afin de déterminer les modalités de leur prolongation.

Pour « 40 millions d'automobilistes », cette décision est évidemment préférable à une suppression pure et simple des dispositifs. Mais elle ne doit pas masquer une réalité : la hausse du prix des carburants concerne l'ensemble des automobilistes.

Tous les Français paient la hausse

Avec le gazole et l'essence qui franchissent désormais la barre des 2 euros le litre dans de nombreuses stations, la facture automobile devient particulièrement lourde en cette rentrée. Et alors que le Gouvernement cherche à multiplier les dispositifs d'aide pour compenser cette hausse, l'État continue de prélever plus de 60 % de taxes sur chaque litre de carburant.

«On ne peut pas demander aux Français de se serrer la ceinture à la pompe tout en continuant à prélever plus de 60 % de taxes sur chaque litre. Le Gouvernement distribue des aides d'un côté et reprend une partie de cet argent de l'autre. C'est un système qui n'est ni durable ni satisfaisant. La véritable question est simple : pourquoi ne pas agir directement sur la fiscalité des carburants ? », déclare Pierre CHASSERAY, Délégué Général de l'association « 40 millions d'automobilistes ».

Le chèque énergie ne remplacera jamais une baisse des prix

Dans ce contexte, le Gouvernement envisage également de reconduire le chèque énergie dans le prochain budget.

Pour « 40 millions d'automobilistes », cette mesure ne peut toutefois pas être présentée comme une réponse à la crise du prix des carburants. Le chèque énergie est un dispositif ciblé, réservé aux foyers les plus modestes sous certaines conditions de revenus. Il permet de financer certaines dépenses liées à l'énergie, notamment l'électricité, le gaz, le fioul, le bois ou certaines charges, mais il ne peut pas être utilisé pour acheter du carburant.

«Présenter le chèque énergie comme une réponse à la hausse du prix des carburants relève d'une forme de manipulation. Une famille qui dépense davantage pour faire le plein ne pourra pas utiliser son chèque énergie pour payer son carburant. Ce sont deux problématiques différentes. Si l'objectif est réellement de protéger le pouvoir d'achat des Français, il faut agir là où la dépense augmente : directement à la pompe. », réagit Philippe NOZIÈRE, Président de l'association « 40 millions d'automobilistes ».

La présidentielle se jouera-t-elle à la pompe ?

À quelques mois de l'élection présidentielle, « 40 millions d'automobilistes » estime que le prix des carburants pourrait devenir un sujet électoral majeur. Les automobilistes constituent le premier électorat du pays et la voiture reste indispensable au quotidien pour une immense partie de la population. Dans ce contexte, la question du prix à la pompe ne pourra pas être éludée par les candidats à l'élection présidentielle.

« La question qui préoccupe aujourd'hui les Français est très simple : combien va leur coûter leur plein demain ? Les aides peuvent amortir temporairement la hausse, mais elles ne régleront jamais le problème de fond. À l'approche de la présidentielle, les candidats devront prendre position très clairement sur la fiscalité des carburants. Celui qui fera l'impasse sur le pouvoir d'achat des automobilistes prend le risque de passer à côté d'une préoccupation majeure des Français. La présidentielle se jouera peut-être aussi à la pompe à essence. », conclut Pierre CHASSERAY.